

draît à la générosité, en ce moment, beaucoup plus volontiers qu'à la critique hostile. Dans tous les cas la critique est presque inutile puisqu'elle ne peut trouver aucun écho dans la presse. Les journaux qui publieraient des discours aujourd'hui seraient perdus. Ainsi donc, et le gouvernement et l'opposition paraissent avoir le même intérêt à une prorogation; et il faut espérer que les affaires vont être poussées et les ministres laissés libres de se dévouer aux affaires sérieuses de la situation.

Ce sont les devoirs sérieux que le ministère a à remplir, et il est à désirer que le parlement soit prorogé afin de faire ses affaires. Si l'amendement de mon honorable ami de Norfolk devait prévaloir, on disposerait d'un bill qui n'a pas l'intérêt public pour objet, qui n'est pas demandé par le public, et nous pourrions nous occuper des autres affaires.

En jetant un coup d'œil sur l'ordre du jour, on trouvera d'autres raisons pour justifier le triomphe de cet amendement. En supposant qu'il triompherait et qu'on donnerait pour raison la somme d'affaires à exécuter, j'ai eu la curiosité de consulter les journaux de 1878, alors que les honorables messieurs de la droite étaient dans l'opposition, et étant dans l'opposition ils ont naturellement tenu la même noble conduite qui les a distingués comme majorité gouvernementale. Tout ce qu'ils peuvent avoir fait dans l'opposition ne serait certainement pas appelé obstruction ou retardement des affaires publiques; on ne pourrait y avoir d'objection. J'ai examiné leur dossier afin de pouvoir engager les messieurs de la droite à prendre une détermination au sujet de la somme d'affaires à être exécutée et le temps qu'il nous faudrait pour cette besogne, même si nous n'avions pas à nous occuper de ce bill, comme nous ne le serions pas si l'amendement de mon honorable ami était adopté. J'ai trouvé qu'en 1878, alors que les messieurs de la droite étaient dans l'opposition, nous avons siégé comme comité à propos des crédits pendant vingt jours, sans compter les jours employés en débats au sujet de motions en amendement à celle demandant la formation de la Chambre en comité des subsides. Cette Chambre a siégé comme comité des subsides durant trois jours. Dans ce cas il nous faut encore dix-sept jours à rester en comité des subsides en nous basant sur la conduite de ces messieurs lorsqu'ils étaient dans l'opposition et alors qu'ils pensaient la chose nécessaire; et qui dira que la chose n'est pas nécessaire aujourd'hui que les crédits comprennent des millions et des millions de plus que ce qui était demandé en 1878? Puis il nous faut concourir dans les crédits, et je ne me crois pas extravagant en fixant à trois jours le temps qu'il nous faudra pour cela.

Puis viennent les *better terms* pour le Manitoba, les arrangements à prendre avec une province du Dominion, ce qui va provoquer un débat qui est très important et peut faire surgir la question de la situation financière de plusieurs autres provinces qui déjà demandent des subventions additionnelles. Je crois qu'il ne serait pas déraisonnable de dire qu'il faudra trois jours pour traiter ces propositions avec justice ou à peu près. Il faudrait d'abord les adopter, puis les mettre sous forme d'un bill qui devrait passer par la première, la dernière et la troisième délibération et subir la critique article par article dans le comité. Nous sommes encore en comité des voies et moyens. Il n'y a pas en encore de concours pour des affaires qui affectent toutes les industries du pays. Il ne serait pas déraisonnable de supposer qu'il faudrait deux jours pour terminer les affaires du comité des voies et moyens. Puis il y a le bill de faillite. Je crois que je reste dans la limite en disant qu'il nous faudra trois jours pour examiner ce bill, le faire passer par toutes les délibérations, et régler une question qui offre le plus profond intérêt pour la population commerciale de ce pays, à propos de quoi une grande diversité d'opinion s'est manifestée dans le comité et dans la Chambre. Je ne crois pas dépasser la limite en disant que trois jours devraient être accordés à l'examen de ce projet.

Un honorable DÉPUTÉ : Six jours.

M. PATERSON : Nul n'accuserait la Chambre du désir d'embarrasser la marche des affaires publiques si elle prenait

six jours pour débattre ce projet, mais je n'ai mis que trois jours. Puis nous avons l'acte des assurances. Nous savons la diversité d'opinion qui existe au sujet de ce projet, mais je me suis risqué à ne mettre qu'un jour pour ce projet gouvernemental et je pense que la Chambre conviendra que mon estimation n'est pas trop forte dans ce cas. Puis viennent les propositions au sujet de la cour des réclamations, et les première, deuxième et troisième lectures de ce bill ainsi que l'étude en comité. Je n'ai mis qu'un jour pour cela. Puis vient le bill au sujet de la police à cheval du Nord-Ouest, lequel grossit l'effectif, ce qui fait raviver toute la question du Nord-Ouest. Qui pourra dire qu'un jour sera trop pour cette question? Puis le bill concernant les Chinois. On a expédié, l'an dernier, une commission dispendieuse pour s'enquérir de l'affaire.

Quelques DÉPUTÉS : A la question.

M. PATERSON : Je suis dans la question. Je donne les raisons pour lesquelles l'amendement de l'honorable député de Norfolk Nord devrait être adopté; l'honorable monsieur ne m'écoute pas avec beaucoup d'attention, sans quoi il verrait combien mes remarques sont pertinentes. Pour une question de la grandeur de la question chinoise, qu'il a fallu plusieurs semaines à décider dans la république voisine, je crois que je me montre très modéré en ne mettant que deux jours pour le débat qui doit se faire ici. Puis arrive la représentation du Canada à l'exposition internationale de Londres. Qui dira que nous ne devrions pas prendre deux jours pour la débattre? Il nous faut certainement une exposition convenable devant les colonies réunies et l'empire de l'Inde, et il nous faut un certain temps pour examiner la question. Puis vient le bill au sujet de la refonte des statuts, à propos duquel tous les avocats qui sont dans la Chambre font désireux de parler, ainsi qu'au sujet des deux gros volumes que nous avons devant nous en ce moment. Est-ce qu'il ne serait pas nécessaire de prendre deux jours pour examiner cette question. Puis arrive l'acte suspendant l'opération de l'acte des licences McCarthy, question qui a plongé tout le pays dans la confusion, cependant je n'ai mis qu'un jour pour étudier cette affaire. Vient après la bibliothèque du Parlement, où nous mettons un chef additionnel et où nous changeons tout le programme; mais je ne mets qu'un jour pour cela. Puis viennent les propositions au sujet du chemin de fer du Pacifique Canadien, qui sont tellement importantes de leur nature que ce ne serait pas gaspiller le temps, dans l'intérêt du pays, si on donnait dix jours de cette Chambre pour la discussion de cette question, alors que la compagnie revient pour la troisième fois demander un nouvel arrangement des conditions, des rapports que nous avons avec elle au sujet d'un marché que nous croyions devoir être final.

Quelques DÉPUTÉS : A la question.

M. PATERSON : Je répète que les honorables députés ne suivent pas le fil de mon raisonnement, qui porte tout à fait sur la question. Il y a beaucoup d'autres actes que les honorables membres auront à étudier. Il y a six avis de motion donnés par des membres du gouvernement, et nous ne nous sommes pas encore occupés des propositions qui s'y rattachent, mais en les laissant de côté tout à fait, je trouve qu'il faudrait consacrer quarante-huit jours aux affaires que j'ai énumérées. Je suis dans le sentiment de la Chambre quand je demande si elle ne devrait pas prendre ce temps pour remplir son devoir au sujet de ces affaires. Il n'y a que quarante-trois jours d'ici au premier juillet, en donnant tous les jours au gouvernement, car nous ne siégerons pas les jours de dimanche. Il y a sur l'ordre du jour des affaires qui ne peuvent être réglées d'une façon satisfaisante, recevoir l'attention qu'elles devraient recevoir de la part du gouvernement et être finies pour le 10 ou le 15 juillet, même si vous n'entrez pas dans une discussion des questions les plus importantes soumises à la Chambre, même si l'amendement de l'honorable député de Norfolk-Nord était adopté et nous